IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

LA CHINE EN AZERBAÏDJAN : STRATÉGIE SILENCIEUSE D'UNE PUISSANCE ÉMERGENTE

Matthieu Hebrard / Analyste

Août 2025

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Matthieu Hebrard / Analyste

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.
Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.
Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanue Lincot,** directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

iris-france.org

@InstitutIRIS
@InstitutIRIS
institut_iris
IRIS
IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

Si la Chine occupe une place névralgique dans les débats géopolitiques contemporains, certains de ses théâtres d'influence demeurent étonnamment discrets. Tel est le cas de l'Azerbaïdjan. Ce petit État du Caucase du Sud, aux marges de l'espace post-soviétique, s'est hissé en quelques années au rang de pivot stratégique sur les nouvelles routes commerciales eurasiatiques. Situé à la croisée des corridors terrestres et maritimes reliant l'Asie centrale à l'Europe, riche en hydrocarbures et en infrastructures logistiques modernes, l'Azerbaïdjan constitue aujourd'hui un laboratoire privilégié pour observer l'évolution de la stratégie d'influence chinoise : une stratégie qui privilégie désormais la fluidité des flux économiques au contrôle territorial ou politique direct.

Lors des premières phases de l'Initiative des nouvelles routes de la soie (*Belt and road initiative,* BRI), lancée en 2013, l'attention de Pékin se portait avant tout sur les corridors passant par l'Asie centrale et le corridor septentrional *via* la Russie. Le Caucase du Sud demeurait alors en marge des priorités chinoises. Mais la guerre en Ukraine, en bouleversant la hiérarchie des routes commerciales eurasiatiques, a rebattu les cartes. Depuis 2022, le *Middle Corridor* reliant la Chine à l'Europe *via* le Kazakhstan, la mer Caspienne et le Caucase a gagné en importance stratégique. Dans ce contexte, l'Azerbaïdjan offre à Pékin une alternative logistique crédible, à l'écart des risques géopolitiques qui affectent le corridor nord.

Ce repositionnement géostratégique se déploie dans un environnement hautement concurrentiel. L'Azerbaïdjan compose avec les ambitions de la Russie, de la Turquie, de l'Iran, de l'Union européenne (UE) et des États-Unis. Dans ce champ de tensions croisées, Pékin adopte une approche pragmatique et non conflictuelle : pas d'alignement militaire, pas d'ingérence politique, mais une influence méthodique, centrée sur le développement des infrastructures et la sécurisation des flux commerciaux. Cette posture séduit d'autant plus Bakou, dont la diplomatie multivectorielle vise précisément à diversifier ses partenariats et à éviter toute dépendance excessive.

Pourquoi l'Azerbaïdjan ? Parce que ce pays incarne, aux yeux des stratèges chinois, un *hub* logistique en pleine expansion, un producteur énergétique stable et un acteur régional disposé à accueillir des partenariats économiques sans alignement politique. Contrairement à d'autres États post-soviétiques plus exposés aux rivalités entre grandes puissances, Bakou offre un terrain d'expérimentation idéal pour une influence chinoise par les flux.

L'étude de cette présence encore peu analysée offre plusieurs clés de lecture. Elle illustre l'évolution des méthodes chinoises d'influence, désormais orientées vers la circulation des biens et la maîtrise des réseaux logistiques. Elle révèle la capacité de Pékin à s'adapter aux contraintes géopolitiques locales. Elle met en lumière, enfin, les limites de cette approche, entre prudence diplomatique face à Moscou, rivalités régionales persistantes et volonté affichée de ne pas heurter les équilibres existants.

Dans un monde où la géopolitique des flux redéfinit les rapports de force, le cas azerbaïdjanais constitue un exemple particulièrement éclairant de la stratégie chinoise en Eurasie.

UNE PROJECTION GÉOÉCONOMIQUE DISCRÈTE, MAIS AMBITIEUSE

Dans la stratégie d'influence chinoise en Eurasie, l'Azerbaïdjan occupe une position singulière. Situé sur le corridor central de la BRI, ce pays ne figure ni parmi les principaux partenaires économiques de la Chine, ni parmi ses alliés stratégiques. Pourtant, depuis 2015, Pékin y déploie de manière méthodique un faisceau d'initiatives ciblées. Le volume des échanges commerciaux bilatéraux, qui, selon le Comité des douanes de la République d'Azerbaïdjan, s'est élevé à 3,1 milliards USD en 2023, marquant une hausse de +43,5 % sur un an, traduit cette montée en puissance progressive. Le modèle déployé ici se distingue : la logique de présence chinoise ne repose pas sur la quantité des investissements directs étrangers (IDE), mais sur leur qualité et leur cohérence au regard des besoins stratégiques de Pékin.

Le port d'Alat, au sud de Bakou, est au cœur de cette approche. Ce complexe multimodal, inauguré en 2018, a vu son trafic conteneurs croître de 112 % entre 2020 et 2023, atteignant 70 000 équivalant vingt pieds (EVP) en 2023[1]. Conçu pour absorber une capacité annuelle cible de 500 000 EVP à horizon 2030, il s'impose comme l'un des *hubs* logistiques les plus modernes de la région. Son intégration au Middle Corridor permet à la Chine de diversifier ses routes commerciales vers l'Europe, en contournant les axes septentrionaux contrôlés par la Russie. La participation d'acteurs chinois, publics et privés, au développement de cette infrastructure, vont dans le sens d'une volonté de sécuriser durablement ce maillon-clé.

[1] Port of Alat, *Annual Report*, 2023.

Cette stratégie logistique s'accompagne d'une approche pragmatique du secteur énergétique. Si les volumes de gaz et de pétrole azerbaïdjanais exportés vers la Chine restent encore modestes (3,5 % des exportations énergétiques de Bakou en 2023[2]), les entreprises chinoises multiplient les partenariats avec SOCAR et d'autres acteurs du secteur. Ces coopérations permettent à Pékin de diversifier ses sources d'approvisionnement et de renforcer sa présence dans les chaînes de valeur énergétiques du Caucase, en amont comme en aval. Elles traduisent aussi un positionnement réfléchi : ne pas chercher à concurrencer frontalement les marchés européens, mais s'insérer dans une logique complémentaire.

Sur le plan financier, le montant global des IDE chinois en Azerbaïdjan reste mesuré (environ 820 millions de dollars cumulés en 2023[3]), mais très ciblé : transport, logistique, énergie. Contrairement aux politiques menées dans d'autres États partenaires de la BRI, ici point de « piège de la dette » : les projets sont financés par des mécanismes souples, *via* des lignes de crédit garanties par la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (Asian Infrastructure Investment Bank, (AIIB) ou des partenariats publics-privés respectant les standards internationaux[4]. Cette prudence financière répond autant à la volonté de Pékin de maintenir une image positive qu'à celle de Bakou d'éviter toute dépendance asymétrique.

Ce positionnement progressif a contribué à remodeler la carte logistique de l'Eurasie. Le Middle Corridor, en plein essor depuis 2022, bénéficie directement des infrastructures modernisées par la Chine en Azerbaïdjan. Le corridor a vu son volume de fret atteindre 1,9 million de tonnes sur les neuf premiers mois de 2023, soit une hausse de 89 % par rapport à 2022[5]. Pour Pékin, l'objectif est clair : sécuriser des routes alternatives viables, renforcer sa résilience logistique et réduire la dépendance aux corridors septentrionaux.

En choisissant une approche souple et ciblée, la Chine a su s'adapter aux spécificités du Caucase. Plutôt que de chercher à dominer par le volume, elle privilégie la consolidation de réseaux d'infrastructures stratégiques, en parfaite adéquation avec les intérêts de Bakou. Une

[2] SOCAR Annual Report, 2023.
[3] Azerbaijan Ministry of Economy, *Foreign Investment Statistics*, 2023.
[4] AIIB Project Database, 2024.
[5] European Institute for Asian Studies, *The Middle Corridor Initiative – Where Europe and Asia Meet*, Briefing Paper, 29 mars 2024

stratégie qui préfigure sans doute l'évolution future de la BRI dans les espaces intermédiaires de l'Eurasie.

INFRASTRUCTURES STRATÉGIQUES : AU SERVICE EXCLUSIF DES FLUX CHINOIS ?

La présence chinoise en Azerbaïdjan s'articule principalement autour du contrôle discret et efficace d'infrastructures stratégiques, conçues pour servir les intérêts géoéconomiques de Pékin. Ces infrastructures, bien qu'ouvertes formellement à tous, répondent prioritairement aux besoins chinois de sécurisation des flux commerciaux vers l'Europe.

Au cœur de cette dynamique se distingue la ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars (BTK), mise en service en 2017. Ce corridor, qui relie l'Azerbaïdjan à la Turquie *via* la Géorgie, constitue le principal débouché terrestre occidental du Middle Corridor et s'impose comme un axe logistique stratégique dans le contournement du corridor septentrional *via* la Russie. La modernisation progressive de ses infrastructures a permis d'en porter la capacité annuelle de 1 à 5 millions de tonnes[6]. Les flux y sont en constante augmentation : 275 000 tonnes y ont transité en 2019, contre 432 284 tonnes en 2022 (soit 30 % de plus qu'en 2021).[7]. Cette consolidation, appuyée par les ambitions chinoises de diversification des routes vers l'Europe, renforce la fonction de la BTK comme levier de rééquilibrage des circulations eurasiatiques, dans un contexte de fragmentation géopolitique accrue.

Le secteur énergétique constitue également un champ d'action important pour la Chine. Si Pékin n'est pas partie prenante directe des grands projets tels que le gazoduc Trans-Anatolien (TANAP) ou l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), ses entreprises multiplient néanmoins les coopérations avec SOCAR. En 2023, près de 10 % des nouveaux projets d'exploration pétrolière en Azerbaïdjan impliquaient directement ou indirectement des sociétés chinoises[8]. Ces coopérations permettent à la Chine de diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique et de renforcer sa présence dans les chaînes de valeur énergétiques régionales.

[6] Azerbaijan Railways (ADY), 2025.
[7] European Institute for Asian Studies, *The Middle Corridor Initiative – Where Europe and Asia Meet*, Briefing Paper, 29 mars 2024
[8] SOCAR Annual Report, 2023.

Le rôle joué par l'AIIB dans cette stratégie mérite une attention particulière. L'Azerbaïdjan, membre de l'AIIB depuis 2016, a bénéficié depuis lors de financements ciblés pour le développement de ses infrastructures logistiques. En 2023, près de 250 millions de dollars de prêts accordés par l'AIIB étaient dédiés spécifiquement à des projets ferroviaires et portuaires visant à renforcer le Middle Corridor[9]. Ces financements répondent directement aux objectifs chinois d'amélioration des flux eurasiatiques tout en garantissant une gestion financière respectueuse des normes internationales, écartant le spectre d'une dépendance excessive.

Ce développement des infrastructures s'accompagne d'une stratégie soigneusement élaborée pour éviter toute concurrence directe avec la Russie. Contrairement aux corridors septentrionaux traditionnels, contrôlés par Moscou et fragilisés par les tensions géopolitiques, les infrastructures chinoises en Azerbaïdjan constituent une alternative stable et prévisible. Cette stratégie est renforcée par la neutralité relative de Pékin dans les conflits régionaux, qui permet à la Chine de maintenir une position de partenaire fiable, sans provoquer de réactions excessives de la part de Moscou.

Ainsi, la Chine développe en Azerbaïdjan une stratégie d'influence innovante, fondée sur la sécurisation des flux commerciaux et énergétiques *via* des infrastructures ciblées. Ces infrastructures, tout en restant ouvertes à tous les acteurs économiques, sont désormais largement façonnées par les priorités stratégiques chinoises. Cette approche pragmatique et flexible permet à Pékin de renforcer progressivement son influence dans le Caucase tout en préservant l'autonomie stratégique de Bakou.

BAKOU AU CŒUR D'UN NOUVEAU JEU RÉGIONAL

L'Azerbaïdjan est devenu ces dernières années un acteur central dans les recompositions géopolitiques du Caucase et, plus largement, de l'Eurasie. Sa position stratégique, au carrefour de l'Europe, de l'Asie centrale et du Moyen-Orient, l'oblige à naviguer habilement entre des acteurs aux intérêts souvent antagonistes : la Russie, la Turquie, l'Iran, l'Union européenne, les États-Unis — et désormais la Chine. Cette diplomatie multivectorielle, savamment

[9] AIIB Project Portfolio, 2024.

orchestrée par Bakou, assure au pays une marge de manœuvre précieuse tout en permettant à Pékin de renforcer sa présence sans susciter de tensions majeures.

Historiquement, la Russie conserve une influence significative dans le Caucase, en particulier sur le plan sécuritaire et politique. Toutefois, depuis les années 2000, l'Azerbaïdjan a progressivement diversifié ses partenariats. Avec la Turquie, les échanges commerciaux ont atteint 6 milliards de dollars en 2023, faisant d'Ankara le premier partenaire économique régional de Bakou[10]. Les liens énergétiques et militaires entre les deux pays se sont aussi intensifiés, renforçant une alliance considérée comme stratégique par les deux capitales.

Parallèlement, l'Union européenne demeure un partenaire essentiel, notamment en raison de la dépendance de l'UE aux hydrocarbures azerbaïdjanais. En 2023, près de 70 % des exportations gazières azerbaïdjanaises étaient destinées aux marchés européens[11]. Cette relation solide permet à Bakou de maintenir un équilibre face aux pressions russes et turques.

La diplomatie azerbaïdjanaise vis-à-vis de l'Iran reste prudente, oscillant entre coopération économique ponctuelle et gestion des tensions frontalières récurrentes. L'Iran observe avec une vigilance particulière les projets transcaspiens soutenus par la Chine, craignant que ces nouvelles routes commerciales marginalisent ses propres infrastructures logistiques[12].

C'est dans ce contexte régional complexe que la Chine développe une approche pragmatique. Contrairement aux grandes puissances traditionnelles, Pékin évite soigneusement toute implication dans les questions sécuritaires ou politiques sensibles du Caucase. Cette posture neutre, focalisée sur les flux économiques et les infrastructures, est accueillie favorablement par les autorités azerbaïdjanaises. Christian Lechervy, ancien ambassadeur, souligne ainsi que « l'Azerbaïdjan joue de manière habile le jeu du plus offrant, en diversifiant ses partenariats pour maximiser ses marges de manœuvre, sans se laisser enfermer dans une logique de dépendance ». Cette analyse éclaire la stratégie de Bakou, qui voit dans le partenariat avec Pékin une opportunité pour renforcer sa position de plateforme logistique régionale sans s'aligner exclusivement sur une grande puissance.

[10] Ministère de l'Économie de l'Azerbaïdjan, *Statistiques du Commerce Extérieur*, 2023.
[11] European Commission, *EU-Azerbaijan Energy Dialogue*, 2024.
[12] Caspian Policy Center, *Regional Dynamics and Infrastructure Competition*, 2023.

Le rôle des États-Unis, quoique moins central que par le passé, n'est pas pour autant négligeable. Malgré une relative distanciation diplomatique récente, Washington continue de considérer l'Azerbaïdjan comme un pivot régional important pour contrer les influences russe et iranienne. Les investissements américains dans le secteur énergétique atteignaient encore 1,8 milliard de dollars en 2023, témoignant d'une présence économique durable malgré un recul politique relatif[13].

Cette mosaïque complexe d'influences rend la position chinoise à la fois avantageuse et délicate. Pékin tire parti de l'absence d'antagonisme historique avec Bakou et d'une stratégie strictement orientée vers les flux commerciaux, évitant ainsi de provoquer une réaction négative des autres puissances régionales. Néanmoins, la Chine demeure consciente que cette présence doit rester discrète pour ne pas heurter les sensibilités russes et turques, très attentives à tout mouvement susceptible de remettre en cause leurs positions respectives.

En fin de compte, l'Azerbaïdjan constitue pour Pékin un modèle d'expansion géoéconomique adaptable à d'autres contextes régionaux. La prudence stratégique observée ici pourrait préfigurer une approche similaire dans d'autres espaces intermédiaires de l'Eurasie, où les équilibres géopolitiques sont complexes et fragiles.

UNE INFLUENCE EN EXPANSION, MAIS DES LIMITES RÉELLES

Malgré une montée en puissance incontestable, la stratégie chinoise en Azerbaïdjan rencontre des limites importantes, liées autant à la prudence méthodique de Pékin qu'aux contraintes géopolitiques locales. L'Azerbaïdjan, soucieux de maintenir son indépendance, veille scrupuleusement à diversifier ses partenariats pour ne pas dépendre excessivement d'un acteur unique, freinant ainsi indirectement l'expansion trop rapide de l'influence chinoise.

En matière énergétique, malgré les investissements et les partenariats avec SOCAR, les volumes effectivement destinés au marché chinois restent marginaux. Comme dit précédemment, en 2023, l'Europe captait près de 70 % des exportations gazières de l'Azerbaïdjan, contre seulement 3,5 % pour la Chine[14]. Ce chiffre révèle clairement les priorités

[13] Azerbaijan Ministry of Economy, *Foreign Investment Statistics*, 2023
[14] European Commission, *EU-Azerbaijan Energy Dialogue*, 2024.

stratégiques de Bakou, qui restent résolument tournées vers l'ouest. Les ambitions chinoises dans le domaine énergétique se heurtent donc à des infrastructures existantes conçues prioritairement pour les marchés européens, limitant mécaniquement la portée réelle de ces investissements.

Sur le plan sécuritaire, la retenue de Pékin est particulièrement notable. À l'inverse d'autres régions où la Chine assume une coopération militaire croissante, notamment en Afrique ou en Asie centrale, aucune coopération militaire ni sécuritaire directe n'existe actuellement entre Pékin et Bakou. L'absence de bases militaires, d'accords de défense ou d'exercices conjoints s'explique par une volonté assumée de ne pas provoquer la Russie, qui considère le Caucase comme sa zone d'influence naturelle. Pékin souhaite éviter toute crispation inutile avec Moscou, acteur incontournable dans la région.

Cette prudence diplomatique s'étend aussi aux dossiers sensibles du Caucase, tels que le conflit du Haut-Karabagh. Même si la Chine soutient officiellement l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, elle n'a jamais pris de position active dans les crises régionales successives, préférant rester sur un registre strictement déclaratif. Samuel Lussac, spécialiste reconnu de l'énergie et du Caucase, précise à ce sujet : « Bakou utilise habilement l'intérêt croissant de la Chine pour renforcer son autonomie stratégique, sans pour autant ouvrir excessivement son espace politique ». Cette stratégie permet à l'Azerbaïdjan de bénéficier des avantages économiques chinois tout en maintenant Pékin à une certaine distance sur le plan politique.

Cette prudence politique et diplomatique constitue une réelle limite à l'influence chinoise en Azerbaïdjan. L'élite politique azerbaïdjanaise demeure particulièrement attentive à ne pas compromettre ses équilibres diplomatiques complexes en favorisant trop ostensiblement Pékin. Ainsi, bien que la Chine investisse de manière croissante dans des secteurs stratégiques, son influence réelle reste contrainte par une volonté azerbaïdjanaise de ne pas céder trop de marge de manœuvre politique à un acteur extérieur unique.

Enfin, la rivalité avec les autres puissances régionales constitue une limite supplémentaire. La Russie observe avec méfiance les avancées chinoises dans le domaine logistique et infrastructurel, veillant à maintenir son propre rôle prédominant. De son côté, l'Iran perçoit d'un mauvais œil la montée en puissance du corridor transcaspiens chinois, susceptible d'affaiblir ses propres routes commerciales traditionnelles. Quant à la Turquie, elle demeure

vigilante à ne pas laisser ses intérêts dilués par la présence accrue de Pékin, notamment dans les infrastructures logistiques stratégiques.

Ainsi, malgré une approche méthodique et pragmatique, la stratégie chinoise reste incomplète. L'Azerbaïdjan apparaît donc comme un terrain d'expérimentation, où Pékin teste une influence fondée exclusivement sur les flux économiques, tout en évitant soigneusement les implications politiques et militaires. Cette approche pourrait certes préfigurer un modèle adaptable à d'autres contextes, mais elle révèle aussi les contraintes inhérentes à une stratégie qui choisit la discrétion et la prudence pour se développer.

UNE STRATEGIE CHINOISE RÉVÉLATRICE D'UNE APPROCHE INNOVANTE

La présence chinoise en Azerbaïdjan révèle une stratégie d'influence en pleine évolution, marquée par une approche pragmatique et innovante. Contrairement aux modèles d'influence traditionnels, fondés sur une implantation directe ou un contrôle territorial visible, Pékin développe ici une méthode plus subtile, centrée exclusivement sur la maîtrise des flux économiques et logistiques. Cette stratégie, observable également dans d'autres espaces post-soviétiques comme l'Asie centrale, reflète une maturation sensible des ambitions chinoises depuis le lancement de la BRI en 2013.

Dans la phase initiale de la BRI, la Chine privilégiait souvent des investissements massifs dans des projets emblématiques, parfois mal calibrés, suscitant des controverses sur l'endettement excessif des pays hôtes (cas du Sri Lanka ou du Pakistan). En Azerbaïdjan, à l'inverse, Pékin applique depuis 2015 une politique d'investissement ciblée et modérée, visant des secteurs stratégiques précis (logistique, énergie, transport). Cette stratégie, basée sur la qualité des projets plutôt que sur leur volume brut, permet de sécuriser efficacement les flux sans provoquer les résistances ou les critiques suscitées par les méthodes antérieures.

Comparée à l'approche chinoise en Asie centrale, celle adoptée en Azerbaïdjan présente des similitudes, mais aussi des particularités. Au Kazakhstan ou en Ouzbékistan, les projets chinois incluent souvent des dimensions politiques plus marquées, avec une présence sécuritaire indirecte et une dépendance économique croissante des États partenaires. En Azerbaïdjan,

Pékin reste très vigilant à ne pas franchir ce seuil. Le choix d'investissements modérés et d'une absence totale de coopération militaire directe traduit clairement une volonté stratégique d'éviter toute crispation régionale et toute concurrence frontale avec les grandes puissances régionales déjà présentes.

Cette stratégie innovante se démarque également des approches occidentales, notamment celles des États-Unis et de l'Union européenne. Cette dernière, bien que très impliquée économiquement, privilégie traditionnellement une approche institutionnelle et normative, basée sur la promotion des réformes démocratiques et du dialogue politique. Les États-Unis adoptent quant à eux une logique géopolitique classique, combinant influence économique et sécuritaire pour contenir l'influence russe et iranienne. En contraste, Pékin évite soigneusement tout discours politique ou toute ingérence directe dans les affaires intérieures de Bakou, préférant se concentrer exclusivement sur la facilitation des échanges et des flux commerciaux.

La temporalité constitue un autre élément révélateur de cette approche. Depuis la guerre en Ukraine, la Chine a accéléré le développement du Middle Corridor, faisant de l'Azerbaïdjan un acteur-clé de ce repositionnement stratégique. La capacité de Pékin à adapter rapidement ses priorités en fonction des évolutions géopolitiques souligne la flexibilité croissante de sa diplomatie économique. Cette agilité contraste fortement avec les rigidités souvent observées dans les stratégies économiques européennes et américaines, davantage conditionnées par des facteurs politiques internes et institutionnels.

Cette approche par les flux présente un avantage fondamental : elle permet à la Chine de créer progressivement une interdépendance économique solide, sans générer les réactions hostiles généralement suscitées par les stratégies trop agressives ou trop visibles. Bakou accueille favorablement cette approche pragmatique, perçue comme compatible avec ses propres objectifs diplomatiques de diversification et d'autonomie.

Enfin, la maturité acquise par la Chine en Azerbaïdjan révèle une capacité croissante à apprendre des erreurs passées. Le modèle développé dans le Caucase semble ainsi préfigurer une évolution plus large de la stratégie chinoise dans les espaces intermédiaires eurasiatiques, où Pékin cherche désormais à s'implanter durablement par des mécanismes d'influence indirecte mais robustes.

Cette stratégie innovante, basée sur la fluidité des flux économiques et une neutralité politique affichée, pourrait donc constituer à l'avenir une référence pour d'autres régions où Pékin souhaite étendre son influence discrètement, efficacement et durablement.

CONCLUSION

L'étude approfondie de la présence chinoise en Azerbaïdjan offre une grille de lecture particulièrement éclairante pour comprendre l'évolution des ambitions géopolitiques de Pékin. À travers une stratégie d'influence discrète, fondée sur la maîtrise des flux économiques et logistiques, la Chine démontre une capacité remarquable à adapter ses méthodes aux spécificités régionales. Loin des modèles traditionnels reposant sur un contrôle territorial direct ou sur une implication politique explicite, l'approche adoptée en Azerbaïdjan illustre parfaitement la maturité croissante des stratégies chinoises, aujourd'hui fondées sur une prudence assumée et un pragmatisme méthodique.

En Azerbaïdjan, la Chine avance avec discernement. Ses investissements ciblés et ses partenariats stratégiques témoignent d'une volonté claire de sécuriser durablement des voies logistiques alternatives, tout en évitant soigneusement de heurter les sensibilités locales et les équilibres régionaux existants. Cette posture stratégique n'est pas un signe de faiblesse, mais traduit une lecture fine des réalités locales : en misant sur l'interconnexion logistique et les échanges commerciaux plutôt que sur une présence politique ou militaire directe, Pékin parvient à s'implanter sans provoquer d'oppositions significatives. Bakou, pour sa part, tire avantage de cette stratégie en renforçant ses propres objectifs de diversification diplomatique et d'autonomie stratégique.

Cependant, malgré son efficacité immédiate, cette approche comporte aussi des limites réelles et des risques potentiels. En choisissant délibérément de ne pas s'impliquer politiquement ou militairement, la Chine limite mécaniquement son influence globale et pourrait se trouver confrontée, à terme, à des contraintes imposées par les autres acteurs régionaux plus investis politiquement ou militairement, notamment la Russie et la Turquie. Par ailleurs, l'absence d'une présence politique plus affirmée pourrait rendre Pékin vulnérable aux évolutions internes de l'Azerbaïdjan, notamment si Bakou venait à renforcer davantage

ses liens avec l'Europe ou à réorienter ses alliances régionales. Comme le souligne Samuel Lussac, « en privilégiant exclusivement une influence économique et logistique, Pékin pourrait se heurter à des limites structurelles si le contexte géopolitique venait à se durcir ou à évoluer de façon imprévue ».

Au-delà du Caucase, le modèle stratégique chinois développé en Azerbaïdjan apparaît toutefois comme particulièrement prometteur pour Pékin dans d'autres régions du monde où une approche similaire pourrait être mise en œuvre. La stratégie de flux économiques et logistiques, sans velléités politiques ou militaires directes, constitue une alternative efficace aux modèles d'influence traditionnels des grandes puissances occidentales. À l'heure où la géopolitique mondiale se restructure autour de la maîtrise des corridors logistiques et commerciaux, cette stratégie pourrait offrir à la Chine un avantage compétitif décisif dans l'espace eurasiatique.

Finalement, le cas azerbaïdjanais révèle une tendance de fond : la Chine cherche désormais à combiner discrétion et efficacité, pragmatisme économique et neutralité politique. Ce modèle pourrait bien préfigurer une approche chinoise plus large, mieux adaptée aux réalités géopolitiques complexes du XXIe siècle. Mais il souligne aussi les défis majeurs auxquels Pékin devra faire face : comment sécuriser durablement ses flux sans implication politique directe ? Comment maintenir son influence économique sans provoquer de réaction négative des autres puissances régionales ? Ces questions restent ouvertes, mais elles montrent clairement la complexité et les enjeux de la nouvelle géopolitique des flux initiée par Pékin.

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.